

Mairie de ... - Adresse	
	M. ou Mme ... - Adresse
Affaire suivie par : Tel :	
LETTRE RECOMMANDÉE AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION	

Madame, Monsieur,

Par procès-verbal en date du .../.../..., il a été constaté que vous exécutez sur un terrain sis ... (**adresse des travaux**) cadastré section... n°...des travaux non conformes à l'autorisation n°... accordée le... / des travaux sans autorisation (**Choisir la proposition adéquate**)

En application de l'article L 480-1 al. 4 du code de l'urbanisme, ce PV a été transmis au procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Rennes **OU** de Saint-Malo (**Choisir la proposition adéquate, cf. annexe n° 3 concernant la répartition de la compétence territoriale en Ille-et-Vilaine entre les deux Tribunaux judiciaires**).

Les travaux constatés sont susceptibles d'entraîner des poursuites pénales à votre encontre, ainsi qu'à l'encontre de toute personne ayant concouru à la commission des faits délictueux.

-Détailler les travaux irréguliers constatés sur le terrain ;

-Indiquer la/les infraction(s) pénale(s) constaté(es) en l'espèce (p.ex : infraction aux dispositions du PLU, exécution de travaux non autorisés par un permis de construire...) en précisant, pour chaque infraction relevée, le n° NATINF correspondant à l'infraction (ces éléments figurent dans votre PV).

J'ai l'honneur de vous informer que, suite aux infractions au code de l'urbanisme qui ont été constatées à votre encontre, je vais procéder à l'édition d'un arrêté interruptif de travaux (AIT), conformément aux dispositions de l'article L.480-2 -alinéa 3 du code de l'urbanisme.

Conformément aux dispositions de l'article L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, cet arrêté ne peut être édicté qu'après la mise en œuvre d'une procédure contradictoire.

Par conséquent, en votre qualité de bénéficiaire des travaux constatés, je vous invite à présenter vos observations écrites ou orales préalablement à l'édition de l'arrêté interruptif de travaux qui est envisagée **dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la présente.**

Vous pouvez vous faire assister par un conseil ou représenter par un mandataire de votre choix.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Nom, prénom, qualité

Signature